

Questions orales

M. Turner (Vancouver Quadra): Je me souviens qu'à une certaine époque la ministre et le premier ministre disaient que le conflit concernant le bois d'oeuvre n'avait rien à voir avec les pourparlers sur le libre-échange. De toute évidence, elle a changé d'avis.

[Français]

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LE DÉLAI ACCORDÉ PAR LE SECRÉTAIRE AMÉRICAIN AU COMMERCE

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire au vice-premier ministre.

Est-ce que le Secrétaire américain au Commerce, M. Baldrige, a retardé la décision de huit jours à cause des interventions du gouvernement canadien? Peut-il nous expliquer pourquoi le gouvernement américain reste toujours plus ouvert avec le public canadien que le gouvernement canadien?

[Traduction]

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le retard dans la décision concernant le bois d'oeuvre a été pris par le secrétaire au commerce des États-Unis. C'est à lui qu'il faudrait demander pourquoi il l'a prise. Il ne l'a pas fait sur notre demande.

L'OFFRE FAITE AUX ÉTATS-UNIS PAR LE CANADA À PROPOS DU BOIS D'OEUVRE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ai posé une question bien simple au vice-premier ministre et, par son entremise, à la ministre, quant à savoir si le secrétaire d'État au Commerce avait différé sa décision à la demande du gouvernement canadien. C'était une question bien simple à laquelle elle n'a pas répondu.

Des voix: Elle l'a fait.

M. Turner (Vancouver Quadra): Je vais lui poser une autre question. Après avoir présenté son offre finale, la semaine dernière, le gouvernement canadien continue-t-il à négocier avec les États-Unis au sujet d'une nouvelle offre? Peut-elle éclaircir ce point pour la gouverne de la Chambre et des Canadiens?

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, la réponse aux deux questions du député est non.

* * *

L'AGRICULTURE

L'AIDE PRÉVUE POUR LES CÉRÉALISERS DE L'OUEST

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture. Hier, il a déclaré à l'extérieur de la Chambre que le milliard de dollars destiné à aider les agriculteurs de l'Ouest prendrait la forme de garanties de prêts. Cela veut-il dire que le gouvernement demande aux agriculteurs de contracter des emprunts qu'ils

auront à rembourser, au lieu de verser un paiement d'appoint comme le fait le gouvernement américain à ses agriculteurs? En quoi ces garanties vont-elles aider les agriculteurs, qui sont déjà endettés jusqu'à la gauche?

● (1430)

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je m'étonne de voir mon collègue d'en face chercher à embrouiller la question jour après jour. Ils n'ont qu'à consulter le compte rendu au hansom; il n'y a pas à chercher plus loin.

J'ai eu l'occasion aujourd'hui, sans trop m'étendre, de passer en revue la façon dont la presse a rendu compte des échanges de propos qui ont eu lieu entre les députés et moi-même, à la Chambre et à l'extérieur. Je tiens simplement à répéter que ce que nous avons dit, ici et ailleurs, c'est exactement la même chose. Il s'agit d'une enveloppe fédérale de un milliard de dollars...

[Français]

M. le Président: A l'ordre! Je regrette, mais la réponse de l'honorable ministre est trop longue. L'honorable député d'Algoma a la parole.

[Traduction]

LA DATE À LAQUELLE LES FONDS SERONT DISPONIBLES

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, si le ministre refuse de donner des détails concernant le programme d'aide et la façon dont cette aide va être accordée, est-ce qu'il peut préciser simplement, à l'intention des agriculteurs qui doivent traiter avec leurs banquiers et se retrouvent avec une mauvaise récolte, quand ces fonds vont être mis à leur disposition? Le ministre doit certainement être capable de mettre fin au mur du silence, et dire exactement à quel moment l'argent va venir?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, ce qu'il y a de certain c'est qu'on ne peut pas parler de mur du silence à propos de ce que je dis depuis le premier jour, et de ce que j'ai dit encore ce matin quand mon collègue, le ministre chargé de la Commission canadienne du blé, et moi-même avons rencontré les sous-ministres de l'ensemble du Canada, à l'Édifice sir John Carling. Bien sûr, ils tiennent à consulter, et d'ailleurs cette rencontre avait aussi pour but de nous permettre de les consulter.

Ce qui est de fait, c'est qu'en ce moment aucune option n'est à écarter.

Des voix: Du temps.

M. Wise: Pour ce qui est des garanties de prêts...

M. le Président: Je regrette, mais le ministre doit savoir qu'il y a une durée convenable pour répondre. Je pense que des deux côtés de la Chambre, on s'applique à faire en sorte que les questions restent au fait, et les réponses aussi. La parole est au député de Yorkton—Melville.